

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**
(Tome II : Ouvriers)

ACCORD DU 4 DÉCEMBRE 2009
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
POUR L'ANNÉE 2010
(ILE-DE-FRANCE)
NOR : ASET1050236M
IDCC : 1702

Entre :

La fédération régionale des travaux publics Ile-de-France (F RTP) ;
La fédération parisienne des SCOP du bâtiment et des travaux publics,
section travaux publics,

D'une part, et

Le syndicat national des cadres, techniciens, agents de maîtrise et assimilés des industries du bâtiment et des travaux publics CFE-CGC ;

L'union régionale de la construction et du bois de l'Ile-de-France CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du chapitre VIII.1 de la convention collective nationale des ouvriers du 15 décembre 1992, étendue par arrêté ministériel du 27 mai 1993 (*Journal officiel* du 29 mai 1993), les montants des indemnités de petits déplacements applicables aux ouvriers de travaux publics de la région Ile-de-France applicables à partir du 1^{er} janvier 2010 sont fixés comme suit :

Le montant de l'indemnité de repas est fixé à 10,50 € au 1^{er} janvier 2010 pour tous les départements de l'Ile-de-France.

Le montant de l'indemnité pour frais de transport, déterminé par zones, est fixé à compter du 1^{er} janvier 2010 à :

- zone 1 (0 à 10 km) : 1,81 € ;
- zone 2 (10 à 20 km) : 3,15 € ;
- zone 3 (20 à 30 km) : 4,96 € ;
- zone 4 (30 à 40 km) : 5,84 € ;
- zone 5 (40 à 50 km) : 6,96 € ;
- zone 6 (> 50 km) (1) : 8,36 € ,

pour tous les départements de l'Ile-de-France.

Le montant de l'indemnité de trajet, déterminé par zones, est fixé à compter du 1^{er} janvier 2010 à :

- zone 1 (0 à 10 km) : 2,03 € ;
- zone 2 (10 à 20 km) : 3,00 € ;
- zone 3 (20 à 30 km) : 4,67 € ;
- zone 4 (30 à 40 km) : 5,62 € ;
- zone 5 (40 à 50 km) : 6,91 € ;
- zone 6 (> 50 km) (1) : 7,92 € ,

pour tous les départements de l'Ile-de-France.

Ces indemnités ne se cumulent pas avec les indemnités de grands déplacements prévues au chapitre VIII.2 de la convention collective nationale des ouvriers du 15 décembre 1992, étendue le 29 mai 1993.

Article 2

En application de l'article 7.1.9 de la convention collective nationale des ETAM des travaux publics du 12 juillet 2006, étendue par arrêté ministériel du 15 juin 2007 (*Journal officiel* du 28 juin 2007), les valeurs des indemnités de repas et de transport ci-dessus s'appliquent également aux ETAM non sédentaires.

Ces indemnités ne se cumulent pas avec les indemnités et /ou remboursements de frais de déplacement prévus au chapitre VII.2 de la convention collective nationale des ETAM des travaux publics du 12 juillet 2006.

Article 3

Le présent accord sera déposé en deux exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère chargé du travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

(1) Sauf cas de grands déplacements.

Article 5

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Fait à Paris, le 4 décembre 2009.

(Suivent les signatures.)